

Unité inter-départementale Gard-Lozère
Subdivision Lozère
4 avenue de la gare – BP 132
48 005 MENDE

MENDE, le 27/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/09/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARL SALLES et Fils

Route DE MARVEJOLS
48100 ST LEGER DE PEYRE

Références : 2022.OM.
Code AIOT : 0006605355

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/09/2022 dans l'établissement SARL "SALLES et Fils" implanté au lieu-dit "Travers Del Moulin" sur la commune de MARCHASTEL. L'inspection a été annoncée le 28/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection inopinée est effectuée à la suite d'une autre inspection sur une installation voisine exploitée par le même exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Entreprise : SARL "SALLES et Fils"
- Site situé au lieu-dit "Travers del Moulin" sur la commune de MARCHASTEL
- Code AIOT : 0006605355
- Régime : Autorisation

Le site concerne une carrière à ciel ouvert d'extraction de matériaux fluvio-glaciaires située au lieu-dit "Travers del Moulin" sur le territoire de la commune de MARCHASTEL. Le site ne comporte pas d'installations de transformation, ces dernières se situent à proximité, à l'extérieur de l'emprise de la carrière.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Garanties Financières (article 1.9.2.4 de l'arrêté préfectoral n° 2012-132-0004 du 11 mai 2012)
- Suivi du phasage d'exploitation (article 7.4 de l'arrêté préfectoral n° 2012-132-0004 du 11 mai 2012)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Phasage de réhabilitation du site	Arrêté Préfectoral du 11/05/2012, article 7.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Garanties Financières	Arrêté Préfectoral du 11/05/2012, article 1.9.2.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à l'inspection, un renouvellement des garanties financières a été effectué. L'objet de l'inspection concerne le non-suivi du phasage comme prévu par l'arrêté préfectoral n° 2012-132-0004 du 11 mai 2012. Il est constaté que ce phasage n'est pas correctement suivi et nécessite de fait une redéfinition par l'exploitant. Une mise à jour des garanties financières devra également être effectuée correspondant à ce nouveau phasage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Garanties Financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2012, article 1.9.2.3
Thème(s) : Autre, Actualisation des garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 1.9.2.3 Modalités d'actualisation des garanties financières Avant l'issue de chaque période quinquennale, le montant de la période quinquennale suivante, tel que défini ci-dessus à la date d'autorisation, est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TPO1 ainsi que de la TVA suivant les modalités de l'arrêté ministériel du 9 février 2004. L'indice TP 01 initial (octobre 2011) servant au calcul des montants de l'article 1.9.2.2 est égal à 683,3 €, la TVA est de 0,196. L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.
Informations : Par courriel du 19/10/2022, l'exploitant a transmis une copie de l'acte de caution n° 00329008 du renouvellement de ces garanties financières concernant la carrière située au lieu-dit "Travers Del Moulin" sur la commune de Marchastel avec les informations suivantes réglementées par l'arrêté préfectoral n° 2012-132-0004 du 11 mai 2012 : Durée : du 13/10/2022 au 12/10/2024 (2ans) Montant : 61 369 € Le montant des garanties financières correspond à celui de la 3e phase quinquennale entamée depuis le 11/05/2022 définie pour un montant de 50 508€ (suivant l'estimation faite en 2017) Constat : Les Garanties financières sont valides. L'inspection rappelle que ces dernières doivent être renouvelées "au moins trois mois avant leur échéance" (V de l'article R516-2 du Code de l'Environnement) Décision : L'original de l'acte de caution doit être transmis à l'inspection. Délai de réalisation de cette transmission : 15 jours
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Phasage de réhabilitation du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2012, article 7.4
Thème(s) : Autre, suivie du phasage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 7.2.1.2 Technique de décapage Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation, et est réalisé progressivement en suivant au plus juste le phasage d'exploitation et de remise en état. (...) *** Article 7.4 PHASAGE DE RÉHABILITATION DU SITE Le développement dans le temps des travaux de réhabilitation est fixé suivant les documents du dossier de demande d'autorisation, ainsi que par les schémas d'exploitation et de remise en état annexés au présent arrêté. La durée de l'autorisation est découpée en six phases regroupées en 4 périodes. À chaque période correspond un montant de garantie financière permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Le schéma d'exploitation et de remise en état présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes. Le montant des garanties permettant d'assurer la remise en état de la carrière, à chacun des termes des périodes est fixé plus haut. *** Article 7.5 SANCTIONS DE NON CONFORMITÉS DE RÉHABILITATION Toute infraction aux prescriptions relatives aux conditions de remise en état du site, constitue après mise en demeure, un délit conformément aux dispositions de l'article L 514-11 du code de l'environnement susvisé.
Constats : Il est constaté une exploitation et une remise en état au jour de l'inspection ne correspondant pas au phasage prévu de l'arrêté préfectoral n° 2012-132-0004 du 11 mai 2012. Une mise à jour de ces éléments est rendue nécessaire, incluant la mise à jour des garanties financières. Ce constat constitue une non-conformité à l'article 7.4 de l'arrêté préfectoral n° 2012132-0004 du 11 mai 2012.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

Mende,

Cellule Carrières
Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 22-XXX-DREAL DE MISE EN DEMEURE
en application de l'article L.171-8 du Code de l'environnement**

**de la SARL « SALLES et Fils », exploitant une installation
au lieu-dit « Travers Del Moulin » sur la commune de MARCHASTEL à se conformer aux
prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2012-132-0004 du 11 mai 2012**

Le préfet de la Lozère

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8 ;
- Vu** le titre 1er du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment ses articles L. 511-1, L. 511-2, L. 514-5, L. 512-10. ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2012-132-0004 du 11 mai 2012, autorisant la SARL « SALLES et Fils » à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux fluvio-glaciaires située au lieu-dit "Travers Del Moulin" sur le territoire de la commune de MARCHASTEL ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 27 octobre 2022 transmis à l'exploitant par courrier en recommandé avec accusé de réception en date du XXXXXX, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- Vu** les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du XXXX ;
- ou
- Vu** l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que l'article 7.4 « phasage de réhabilitation du site » de l'arrêté préfectoral n° 2012-132-0004 du 11 mai 2012, prescrit que : « *Le développement dans le temps des travaux de réhabilitation est fixé suivants les documents du dossier de demande*

d'autorisation, ainsi que par les schémas d'exploitation et de remise en état annexés au présent arrêté. » ;

Considérant que lors de l'inspection du 28 septembre 2022, il est constaté une exploitation et une remise en état ne correspondant pas au phasage de l'arrêté préfectoral n° 2012-132-0004 du 11 mai 2012. ;

Considérant que ce constat constitue une non-conformité à l'article 7.4 de l'arrêté préfectoral n° 2012-132-0004 du 11 mai 2012. ;

Considérant que l'article 7.4 « phasage de réhabilitation du site » de l'arrêté préfectoral n° 2012-132-0004 du 11 mai 2012, prescrit que : *« La durée de l'autorisation est découpée en six phases regroupées en 4 périodes. À chaque période correspond un montant de garantie financière permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Le schéma d'exploitation et de remise en état présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes. Le montant des garanties permettant d'assurer la remise en état de la carrière, à chacun des termes des périodes est fixé plus haut. » ;*

Considérant que lors de l'inspection du 28 septembre 2022, le phasage n'étant pas respecté, les garanties financières ne correspondent plus à une remise en état tel que prévu ;

Considérant que ce constat constitue une non-conformité à l'article 7.4 de l'arrêté préfectoral n° 2012-132-0004 du 11 mai 2012. ;

Considérant que conformément à l'article L 171-8 du code de l'environnement et en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code, il appartient à l'autorité administrative compétente de mettre en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture:

ARRÊTE

Article 1 – Mise en demeure

La SARL « SALLES et Fils », dont le siège social est situé Route DE MARVEJOLS - 48100 ST LEGER DE PEYRE exploitant une installation au lieu-dit « Travers Del Moulin » sur la commune de MARCHASTEL, est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes :

- **Dans un délai de trois mois :**
 - L'exploitant respecte les dispositions de l'article 7.4 de l'arrêté préfectoral n° 2012132-0004 du 11 mai 2012 en produisant les schémas des phases d'exploitation et de remise en état de la carrière. Ces éléments sont mis à jour notamment avec :

- L'état actuel de l'exploitation,
- Une présentation des limites réglementaires sur le plan d'exploitation (périmètre ICPE, périmètre d'exploitation, parcelles Cadastre),
- Les opérations de remise en état et d'exploitation restant à effectuer sur les phasages en cours et à venir (période 2022-2024 et 2027-2030),
- Une actualisation du calcul des garanties financières adaptée aux nouveaux phasages.

Les délais courent à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 – Sanctions

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, des sanctions sont arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-7 du Code de l'environnement.

Article 3 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nîmes, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Article 4 – Publicité et exécution

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Lozère pendant une durée minimale de deux mois.

Ampliation en sera adressée à :

- monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Lozère,
- monsieur le maire de la commune de Marchastel,
- monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie.

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet